



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

SCAN UT-67
AG

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du

16 FEV. 2016

mettant en demeure la société LANA PAPIER SPECIAUX II à Strasbourg
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000 réglementant ses installations

Le Préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000 réglementant les installations de la papeterie exploitée par la société LANA PAPIER SPECIAUX II,
- VU le rapport d'audit acoustique n°2535/2015/11 réalisé par la société ACOUSTIQUE CONSULTING,
- VU le rapport du 15 janvier 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, est applicable à compter du 1^{er} juillet 1997 et que les dispositions en ont été intégrées dans l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000,

CONSIDÉRANT que les zones à émergence réglementée sont définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et reprises dans l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000,

CONSIDÉRANT que les émergences admissibles en limite de propriété, dans les zones à émergence réglementée sont définies à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2000,

CONSIDÉRANT que les émergences mesurées dans les zones à émergence réglementée lors de la campagne de mesure de bruit réalisée le 8 octobre 2015 montrent des dépassements des émergences admissibles en période nocturne aux points A (6,2 dB) et C (19,4 dB) et en période diurne au point A (9,6 dB),

CONSIDÉRANT que l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention,

CONSIDÉRANT que les liquides stockés à l'extérieur ne disposent pas de rétention et sont susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société LANA PAPIER SPECIAUX II, située 139 route de la Wantzenau à Strasbourg (67015), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Strasbourg situées à la même adresse, au 30 juin 2016, les prescriptions des articles 9.2 et 12.2 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000, reprises ci-après :

- l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral 7 juin 2000 :
« *Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :* »
 - 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
 - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. »

- l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2000 :
« *Émergence :*

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement,

Article 3 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société LANA PAPIER SPECIAUX II, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de STRASBOURG, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET
F. le Préfet,
Le Secrétaire Général


Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

